

L'année 2009 aura été marquée par une actualité économique particulièrement chargée. Alors que s'entame le dernier mois de cette année de tous les dangers pour l'économie mondiale, le CIRANO publie¹ *Le Québec économique 2009*, un livre qui fait le point sur les événements économiques de la dernière année au Québec et qui propose d'en tirer les premières leçons.

2009 en bref

La crise financière qui a connu son apogée à la fin de 2008 s'est propagée à l'économie réelle au début de 2009. Elle a entraîné l'économie mondiale dans sa première récession technique depuis que des données sur la production mondiale sont compilées. Pour sa part, le Québec est entré en récession au quatrième trimestre de 2008.

Au Québec, le premier trimestre de 2009 a été marqué par l'annonce de pertes historiques par la Caisse de dépôt et placement du Québec. Ces pertes ont fait prendre conscience aux Québécois que la crise financière mondiale aurait des conséquences profondes qui allaient les toucher.

Les pertes d'emploi et la dégringolade des profits des entreprises, combinées aux autres impacts de la crise financière et de la récession, ont également eu un effet dévastateur sur les finances publiques du Québec.

En conséquence, le gouvernement a annoncé une série de budgets déficitaires au printemps 2009 et a suspendu temporairement la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, faisant en sorte que les cibles prévues par la *Loi sur la réduction de la dette* semblent aujourd'hui bien lointaines.

Des défis à long terme...

C'est évidemment à long terme qu'il faut envisager les défis de l'économie et des finances publiques québécoises. Et ces défis sont nombreux. Le Québec fait face à une série de défis structurels : (1) des retards de productivité et de croissance économique; (2) un marché du travail moins dynamique et un taux de scolarité de la main-d'œuvre à la traîne; (3) des revenus individuels et familiaux significativement inférieurs au reste du Canada; (4) une population vieillissante et un déficit migratoire interprovincial persistant; (5) des écarts grandissants de croissance démographique et de dynamisme économique entre les régions métropolitaines et périphériques; (6) un fardeau fiscal et un endettement public élevés selon les standards internationaux; et (7) des dépenses publiques

plus élevées que dans le reste du Canada et soumises à d'importantes pressions à la hausse.

... et des succès sur lesquels il faut miser!

Il ne faut toutefois pas occulter les impressionnants progrès que le Québec a accomplis au cours des dernières décennies : (1) une économie parmi les plus ouvertes de la planète; (2) un spectaculaire rattrapage tant du taux d'emploi que du taux de chômage par rapport au reste du Canada; (3) un système de redistribution particulièrement efficace; (4) un récent regain de la natalité et un solde migratoire international positif; (5) une croissance du niveau de vie par habitant dans toutes les régions; (6) un système fiscal généreux pour les familles selon les standards internationaux; (7) des dépenses publiques qui, malgré une solide tendance à la hausse des dépenses de santé, apparaissent compatibles avec notre richesse collective; et (8) un déficit budgétaire et un niveau d'endettement net qui ne sont pas hors de proportion selon les standards internationaux.

Le Québec doit s'appuyer sur ces succès passés pour prendre à bras le corps les défis de l'avenir, en commençant par un assainissement sans équivoque des finances publiques dès que la reprise se sera concrétisée. La récession de 2009 aura certes des conséquences pour les contribuables québécois, pour les travailleurs de plusieurs secteurs, pour les régions les plus touchées par le déclin de l'industrie manufacturière, pour les retraités affectés par le dégonflement de leurs épargnes, etc. Mais le Québec a somme toute été relativement épargné par la récession en 2009 et se trouve donc bien positionné pour rebondir.

À plusieurs égards, la récession doit être une occasion de tirer des leçons sur nos façons de faire. Par exemple, il semble primordial de s'assurer que la Caisse de dépôt et placement ait la capacité de profiter de la reprise pour garantir la pérennité des régimes de retraite dont elle a la charge.

D'autre part, on ne saurait trop insister sur l'importance de retrouver rapidement le chemin de l'équilibre structurel et de garder le cap, à moyen et long termes, sur la réduction de la dette au Québec.

Pour en savoir plus, nous vous invitons à consulter le livre *Le Québec économique 2009*, sous la direction des professeurs Marcelin Joanis et Luc Godbout (Université de Sherbrooke et CIRANO), publié aux Presses de l'Université Laval, ainsi que le site web à l'adresse ci-après : www.lequebecéconomique.qc.ca.

¹ En collaboration avec la Chaire en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke.